

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 19. Juni 1989

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 25/89

| <u>Index:</u>   | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| 1) Ministérielle des pays de l'AELE à Kristiansand<br>Rencontre Ministres de l'AELE - Commissaire<br>Christophersen | 2           |
| 2) Entretiens à Paris du Secrétaire d'Etat Franz<br>Blankart, Directeur de l'OFAEE, les 15 et 16 juin<br>1989       | 6           |
| 3) Visite du Directeur de la DDA, F. Staehelin, à<br>Washington   | 10          |
| 4) Visite de travail du Chef de la division politique<br>I, l'Ambassadeur Jenö Staehelin, auprès du St-Siège        | 12          |
| 5) Gespräch der Botschafter Staehelin und Pometta im<br>italienischen Aussenministerium                             | 16          |
| 6) Kolloquium "EG-1992 und Auslandschweizer"  | 19          |





**Ministérielle des pays de l'AELE à Kristiansand.  
Rencontre Ministres de l'AELE - Commissaire Christophersen**

---

Les Ministres des pays de l'AELE se sont réunis sous la présidence de M. Jan Balstad, Ministre du Commerce norvégien, les 13 et 14 juin 1989 à Kristiansand en Norvège. La réunion a été suivie d'une rencontre avec M. Christophersen, Vice-Président de la Commission des CE.

1. Réunion ministérielle

Les principaux résultats peuvent être résumés comme suit:

11 Aides publiques

Les Ministres se sont mis d'accord sur les principes d'un système de surveillance et d'exécution des règles intra-AELE sur l'interdiction des aides publiques contraires à la concurrence.

12 Marchés publics

Les Ministres ont chargé les experts de terminer les discussions exploratoires avec la Commission des CE sur une ouverture mutuelle des marchés publics dans le secteur des achats courants et des travaux publics et de commencer les négociations pour un accord avec la CE au début de 1990. Pour la Suisse, ces négociations soulèvent deux problèmes: l'inclusion des achats et travaux publics des cantons et des communes et la possibilité d'admettre des travailleurs étrangers pour l'exécution des travaux dans le secteur de la construction.



### 13 Renforcement de l'AELE

On s'est mis d'accord sur un texte qui prévoit les mesures de renforcement suivantes:

- possibilité de Sommets des pays de l'AELE et de réunions ministérielles plus fréquentes, comprenant également des Ministres autres que ceux du commerce;
- renforcement du rôle du Conseil;
- rationalisation des méthodes de travail des comités et groupes d'experts;
- renforcement du rôle du pays ayant la présidence.

Après de longues négociations, la délégation suisse a réussi, avec le soutien de la Suède, à éliminer du texte de ces conclusions tout passage ambigu sur la procédure de décision du Conseil de l'AELE qui aurait pu conduire à des décisions à la majorité lorsqu'il s'agit de fixer une position de négociation face à la CE et, donc, de limiter notre "treaty making power" vis-à-vis de la CE. Il reste toutefois entendu que les pays de l'AELE parleront d'une seule voix lorsqu'une plate-forme commune de négociation aura été trouvée entre eux.

### 14 Libéralisation du commerce du poisson

Les pays de l'AELE se sont mis d'accord sur la libéralisation du commerce du poisson et autres produits de la mer entre eux à partir du 1er juillet 1990. Le compromis trouvé permet à la Suède et à la Finlande de bénéficier d'exceptions limitées pendant une période transitoire. Nous avons réussi à maintenir notre régime tarifaire pour les poissons d'eau douce tout en acceptant de le revoir, dans le sens d'une libéralisation, avant le 1er janvier 1993.



## 15 Relations avec les pays tiers

Les Ministres ont demandé aux Chefs de délégation à Genève de :

- compléter les travaux initiés sur un accord de libre échange éventuel avec la Turquie,
- préparer des propositions pour une réponse des pays de l'AELE aux démarches récemment faites par les pays de l'Est (notamment la Hongrie) pour une coopération avec l'AELE,
- faire des propositions concernant les relations commerciales des pays de l'AELE avec Israël et les pays du Golfe.

## 16 Environnement

Les Ministres ont exprimé leur souhait d'être pleinement associés aux préparatifs concernant l'établissement d'une Agence européenne de l'environnement. Ils ont salué l'intention de la Suisse de convoquer une conférence des Ministres de l'environnement des pays de l'AELE et la CE pour endosser le lancement de cette agence au niveau AELE-CE.

### 2. Réunion des pays de l'AELE avec M. Christophersen

A la dernière minute, le Danois Christophersen, Vice-Président de la Commission des CE, a dû remplacer M. Andriessen, Commissaire responsable pour les relations extérieures, tombé malade. Dans une



déclaration sans grand relief, le représentant de la Commission a mis l'accent sur les résultats acquis et sur les progrès atteints:

- Interdiction des restrictions à l'exportation au niveau AELE-CE;
- Participation des pays de l'AELE au projet Tedis sur la transmission électronique des données commerciales;
- Accord sur un système de notification mutuelle des projets de règles techniques;
- Décision du Conseil des CE quant à la participation des pays de l'AELE à COMETT II à partir du début 1990;
- Perspectives favorables pour une participation au projet ERASMUS.

Les déclarations des Ministres des pays de l'AELE ont fait apparaître assez clairement l'existence de deux champs:

- d'une part la Suède et la Norvège, et dans une moindre mesure, la Finlande et l'Islande qui soulignent l'approche globale du Suivi de Bruxelles et la nécessité de lancer en automne des négociations visant à une participation des pays de l'AELE à un marché intérieur à dix-huit et à l'établissement de nouvelles relations plus structurées AELE-CE.
- d'autre part la Suisse et l'Autriche, qui mettent l'accent sur l'importance de continuer à prendre au sérieux le Suivi de Luxembourg et à obtenir des résultats concrets tant que les contours de la nouvelle approche n'ont pas été établis.



Il est cependant acquis - et la Suisse l'a souligné à Kristiansand - que tous les pays de l'AELE ont la volonté politique de pleinement participer aux discussions informelles du Suivi de Bruxelles en cours avec la Commission des CE, qui doivent préparer les négociations éventuelles avec la CE de l'année prochaine.



Entretiens des 15 et 16 juin 1989 à Paris entre le Secrétaire d'Etat Franz Blankart, Directeur de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, et Mme Edith Cresson, Ministre des affaires européennes, Mme Elisabeth Guigou, Chargée de mission auprès du Président de la République et Secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, et M. Jean-Bernard Ouvrieu, Directeur des affaires économiques et financières du Ministère des affaires étrangères

Dans l'optique de la prochaine présidence française du Conseil des CE et dans le contexte des négociations commerciales du GATT (Uruguay-Round), le SE Franz Blankart a eu des échanges de vues avec ses interlocuteurs français qui ont porté sur les sujets suivants:

#### 1. Relations AELE/CEE

A l'issue de la réunion ministérielle de l'AELE (13 et 14 juin à Kristiansand), le SE Blankart a exposé la position suisse en la matière (toit institutionnel commun pour les domaines englobant les 18, transports, télécommunications, environnement, énergie, eau, mais flexibilité pour les autres domaines touchant aux sensibilités nationales), en regard du discours de Jacques Delors.

La partie française considère le discours Delors comme étant plus interrogatif qu'affirmatif. En fait, M. Delors, qui s'exprime en son nom personnel, semble être animé par un souci de clarté, de simplification. C'est pour lancer un dialogue structuré que l'AELE, pour préserver ses spécificités nationales, doit, par des méthodes pragmatiques, définir et formuler son équilibre. Ce n'est pas à la CE qu'il appartient de gérer ou d'arbitrer les différences existantes au sein de l'AELE. Elle doit s'exprimer d'une seule voix dans les domaines où elle le juge possible et les relations bilatérales doivent être maintenues pour les autres.



## 2. Demande d'adhésion de l'Autriche

La position française semble assez claire à ce sujet: malgré le fait que l'Autriche semble se considérer comme étant prête à adhérer, il faudra de toute façon répondre à la Turquie avant. De plus, la demande autrichienne n'a pas encore été déposée et, le cas échéant, l'avis des 11 autres pays communautaires devra être considéré.

Quoi qu'il en soit, il paraît peu raisonnable d'accepter quelque adhésion que ce soit avant 1992, voire même dans les 10 années à venir. Le Président Mitterrand l'a réaffirmé: l'union politique de l'Europe est une des priorités de la présidence française. N'importe quel candidat devrait donc accepter les projections que la CE s'est faites pour elle-même.

La neutralité semble de ce fait peu compatible avec les vues politiques de la CE et, dans le cas présent, ce serait à l'Autriche de déterminer si, en acceptant les contraintes qui vont grandissantes, sa neutralité est compatible ou non. C'est un fait que, tôt ou tard, la CE devra se prononcer à ce sujet.

## 3. Relations Est-Ouest

Le Président Mitterrand a défini comme une des priorités de sa politique étrangère l'intensification des relations de la France avec les pays de l'Est. C'est pourquoi il s'est rendu en Tchécoslovaquie et en Pologne, qu'il compte aller en RDA d'ici la fin de l'année et que M. Gorbatchev viendra à Paris du 4 au 6 juillet prochain.

Cette démarche n'est en fait pas institutionnelle et reste nationale. Il s'agit d'éviter une distension dans la CE au sein de laquelle d'ailleurs aucune discussion de coordination à ce sujet n'a lieu pour l'instant. La France agit pour l'heure au cas par cas et le terme "association", qui a pu être lu dans la presse, a été prononcé par M. Giscard d'Estaing.



#### 4. GATT (Uruguay-Round)

La partie française partage le point de vue helvétique quant à l'objectif que veut atteindre l'approche formulaire. Il faut effectivement trouver le moyen de "couper les pics" en cas d'adhésion d'un pays comme le Brésil par exemple.

Concernant les textiles, la France admet être moins libérale que la Suisse et ne semble pas être prête à appuyer un éventuel retour de ce secteur au GATT.

Parlant de l'agriculture, la France se doit de toute façon de s'aligner sur la politique agricole communautaire. Nos vues concordent quant à la spécificité de l'agriculture européenne et, sous l'influence de l'effort communautaire en matière de politique régionale, le découplage (paiements directs et soutiens non liés à la production) s'intensifie.

Ces divers sujets devraient être à nouveau débattus lors de la visite en Suisse de M. Landau le 6 juillet prochain.

#### 5. Problèmes bilatéraux

Taxe compensatoire et transit: M. Jean-Bernard Ouvrieu semble admettre le caractère discriminatoire de la taxe de compensation française et paraît disposé à ce que ce problème soit réglé dans le cadre des négociations de transit menées avec la CE. Il faut éviter d'en arriver à une guerre de rétorsion. Il veillera à ce que son successeur suive l'évolution de ce dossier et souhaite que la rencontre entre le CF Ogi et M. Delebarre, Ministre des transports, prévue en juillet, puisse apaiser les esprits.

Accord Assurance: sachant qu'il ne reste que quelques problèmes de détail à régler, Mme Elisabeth Guigou prévoit qu'il y a toutes les chances pour que cet accord soit signé sous présidence française et que le Conseil en parlera soit le 10 octobre, soit le 23 novembre de cette année.



TPP: si l'administration française paraît maîtriser le dossier et ne semble pas a priori opposée au déblocage des négociations qui devrait se concrétiser par un mandat à la Commission, elle fait cependant part de la difficulté qu'elle a à obtenir la conviction des industriels français à ce sujet. Ceux-ci ne semblent pas convaincus de la nécessité de changement et en demandent une preuve. La prochaine rencontre entre les experts, prévue après les vacances, pourrait permettre de faire avancer les choses.

D'une manière générale, les deux délégations approuvent l'idée de réactiver au plus tôt les groupes de travail pharmaceutique et au niveau des hauts fonctionnaires afin de suivre et, le cas échéant, de régler les problèmes plus spécifiquement bilatéraux.



visite du directeur de la dda, f. staehelin, a washington

le directeur f.r. staehelin a eu les 15 et 16 juin a washington une serie d'entretiens avec les autorites americaines, les responsables de la banque mondiale, et de la banque interamericaine de developpement.

avec les autorites americaines, la discussion a porte sur les projets de reforme de l'aide au developpement americaine. tant l'administration (assistant us a.i.d. administrator richard bisser) que le congres (rep. lee hamilton, d-indiana et sen. terry sanford, d-n. carolina) souhaitent une reforme de la cooperation americaine. en effet, cette aide non seulement se concentre sur un petit nombre de pays (israel, egypte, pakistan), mais encore elle doit etre distribuee selon une longue liste de criteres et de conditions souvent contradictoires, ne laissant que peu de marge de manoeuvre a l'administration. a cela s'ajoute que de nombreux ministeres de l'administration s'occupent directement ou indirectement de l'engagement de l'aide au developpement. la coordination s'en trouve serieusement affectee. du cote de l'administration, une certaine resignation quant a l'efficacite a plus long terme de l'aide est manifeste. enfin, les recettes d'economie de marche et de democratie de type americain sont considerees comme un exemple a suivre meme si celui-ci se revele souvent comme difficilement transposable.

les deux interlocuteurs democrates du congres sont apparus plus prudents et moins pessimistes. la discussion actuellement en cours du budget d'aide montre que la reforme de ses objectifs et de ses moyens sera tres lente et en partie controversee. ceci est le cas, notamment de l'aide aux institutions multilaterales. un role essentiel dans l'obtention du financement sera joue par le president bush et ses ministres qui devront s'engager personnellement afin de convaincre le congres a voter les credits multilateraux. la banque mondiale semble pourtant avoir confiance dans le president pour que les etats-unis soutiennent en definitive la reconstitution des ressources de l'ida.

en matiere d'endettement, les democrates du congres considerent l'initiative brady comme une bonne chose malgre son arrivee tardive. a leur avis, le plan brady necessite encore plus de pression sur les banques commerciales du cote de l'administration pour garantir son succes. a la banque mondiale (president conable, senior vice-presidents hopper et qureshi, vice-president jaycox et collaborateurs), les discussions ont porte sur la cooperation avec la suisse et les effets de l'ajustement sur les investissements humains a long terme.



la cooperation suisse-bird a ete jugee excellente et, du cote suisse, il est souhaite qu'elle puisse continuer selon la formule actuelle des cofinancements. la banque mondiale en est egalement satisfaite, bien que sa preference (qureshi) irait a une association plus etroite et a un apport financier plus proche de celui qui doit etre fourni par les etats membres. l'ambassadeur staehelin a precise que la suisse entend maintenir l'actuelle formule de participation. ceci lui parait d'autant plus indique que le conseil federal vient de decider d'explorer les moyens et le calendrier d'une possible adhesion.

ces dernieres annees, l'approche en matiere de developpement met en evidence les politiques d'ajustement. sans contester l'importance des politiques choisies par les pays en developpement, la bird (hopper) convient que la pression exterieure en faveur de l'ajustement ne doit pas conduire au sacrifice des efforts a long terme en faveur des investissements humains (education primaire et secondaire, sante).

une attention particuliere a ete donnee a l'education en vue de la " world conference on education for all " prevue en thailande en mars 1990. la bird (conable, hopper), la us a.i.d. (bissel), et la bid (president iglesias) conviennent que le temps de la preparation est malheureusement tres court mais que tout doit etre fait pour que la conference se concentre sur la substance et ne se transforme pas en evenement mediatique.

avec cohen, assistant secretary for african affairs (state department), les entretiens ont porte principalement sur certaines caracteristiques de l'aide suisse au developpement dans certaines regions (mozambique, tchad), ainsi que sur l'appréciation politique de l'administration sur la situation au mozambique, au soudan et en ethiopie.

au mozambique, alors que la situation demeure tres grave sur le terrain, des pre-negociations se deroulent entre gouvernement et la guerilla renamo par l'entremise de l'eglise. il faut esperer que les mouvements que l'on peut enregistrer puissent deboucher prochainement sur de veritables negociations.

au soudan, le cessez-le-feu observe actuellement permet certes de dire que les choses vont un peu mieux que precedemment. toutefois, comme le dit cohen, "it's hard to be optimistic " car, en fait, le gouvernement central est trop faible pour elaborer un accord sur le sujet controversé entre tous, la sharia.

en ethiopie, le cessez-le-feu n'a pas encore ete conclu et il est encore difficile de prévoir s'il le sera. le point positif est la pression de l'urss qui pousse mengistu a negocier, car elle ne voit aucune solution militaire au

probleme et veut se debarrasser d'une aide militaire aussi couteuse qu'inefficace.



Visite de travail du Chef de la division politique I,  
l'Ambassadeur Jenö Staehelin, auprès du St-Siège

---

Le 16 juin 1989, l'Ambassadeur Jenö Staehelin, Chef de la Div. pol. I, accompagné de M. de Dardel, a effectué la première visite de travail bilatérale d'un représentant des autorités suisses auprès du St-Siège. Il y a été reçu successivement par Mgr Colasuonno, chargé des relations avec les pays de l'Est, Mgr Tauran, Sous-Secrétaire de la Section pour les rapports avec les Etats (l'équivalent du Secrétaire d'Etat) et par Mgr Sodano, Secrétaire de la même section (MAE).

#### Entretiens avec Mgr Colasuonno

SIN: l'évolution très rapide de l'Europe occidentale et orientale confère à chacun une responsabilité particulière de s'adapter aux réalités changeantes. Certains envisagent une aide à l'Est, sous forme de nouveau plan Marshall. Une aide politique aussi est concevable, et commence à se mettre en place au Conseil de l'Europe.

Mgr Colasuonno: la Hongrie vit une atmosphère de changement. On y parle de libéraliser la vie religieuse. Nagy y est réhabilité, comme le seront bientôt des ecclésiastiques - dont le cardinal Mindszenty, très probablement. La situation de l'Eglise catholique y est bonne, d'autant plus que le responsable de la politique religieuse restrictive, Miklos, a été changé. La dette hongroise est proportionnellement pire que la polonaise. La vie est cependant normale, les gens, dociles et marqués par les événements de 1956, ont à coeur de travailler.

En Pologne, en revanche, les ouvriers, découragés, sabotent la vie économique et sociale. Les dirigeants de Solidarnosc ne prévoyaient pas l'ampleur de leur succès. Décontenancés, ils ne sont pas prêts à assumer des activités politiques. L'Eglise jouit d'une liberté suffisante et peut nommer ses évêques. Les lois restrictives de l'époque Gierek et Gomulka ne sont pas appliquées. La nouvelle loi



sur les rapports Eglise - Etat a été approuvée par la quasi unanimité du Sejm en mai. Depuis 20 ans, la Pologne désire établir des relations diplomatiques avec le St-Siège. Le MAE hongrois vient de faire la même demande à Mgr Colasuonno. La Pologne aura la priorité et la Hongrie suivra peu après, très prochainement. Le Pape prévoit une visite en Hongrie en septembre 1991.

En Yougoslavie, même la religion n'est pas un facteur de cohésion, au contraire. Les forces centrifuges ont tendance à l'emporter, et le modèle yougoslave est à tous égards une faillite.

En URSS, le grand obstacle à un voyage du Pape est la vie religieuse en Ukraine, où 5 à 6 Millions de catholiques, abusivement considérés comme orthodoxes, se réclament de Rome. Le St Père voulait visiter les Républiques baltes, mais le vent de fronde ne s'y apaise pas, et le Pape refuse de ne rencontrer que des officiels. Mgr Casaroli a donné à l'URSS en 1988 une liste de questions à résoudre, sur la liberté religieuse, de conscience, les droits de l'homme. Aucune réponse n'est à attendre avant la visite de Gorbatchev à Rome en novembre 1989.

En Ukraine, la perestroïka fait des pas en arrière. Des prêtres viennent d'y être emprisonnés, trois autres font la grève de la faim en raison de limitations nouvelles à la liberté religieuse.

#### Entretiens avec Mgr Tauran et Mgr Lazarotto

SIN souligne que contrairement aux précédentes visites de courtoisie, la visite de travail présente est une première bienvenue. La position des autorités suisses face à l'anomalie que constitue l'absence de représentant diplomatique auprès du St-Siège n'a pas varié: il n'y a pas de problème de principe à ouvrir une ambassade, mais seulement l'opportunité politique. Une telle ouverture s'assimile à une fonction permanente du gouvernement, et est soumise au référendum facultatif. Il faut éviter qu'une campagne référendaire nuise à la paix confessionnelle. Il s'agit dès lors d'avancer pas à pas, en effectuant des visites bilatérales de travail plus régulièrement. On pourra ensuite songer à d'autres pas.



Mgr Tauran: nous apprécions votre démarche. Nous avons de tels contacts avec des chefs de directions centrales d'autres pays, et procédons ainsi à des échanges de vues très intéressants. Nous sommes tout à fait d'accord avec la procédure graduelle suggérée. L'opinion publique et les autorités suisses se rendront ainsi compte de l'utilité de tels contacts. Nous sommes par ailleurs disponibles pour vous faciliter une régularisation de la situation. Une ambassade auprès du St-Siège peut se vouer à la réflexion et aux contacts internationaux, en l'absence de dossiers quotidiens fastidieux.

SIN aborde le problème des nominations d'évêques coadjuteurs dans les 3 diocèses de Bâle, St Gall et Coire. A Bâle, la situation juridique paraît claire, et malgré les craintes de la Conférence diocésane, le problème n'est qu'hypothétique. A St Gall, l'interprétation de la situation juridique diverge, mais aucun problème immédiat n'existe. A Coire, un lien conventionnel pourrait être établi par l'adhésion de Schwyz au diocèse. La Confédération ne peut prendre position, mais nous tenons à rendre attentif à la sensibilité accrue de l'opinion face à un problème de nature psychologique.

Mgr Tauran: il faut distinguer les traités internationaux des privilèges, interprétés par le seul St-Siège. Ce dernier ne s'estime lié par aucun accord face à Schwyz ou St Gall. Comme tous les autres concordats, l'accord avec Bâle ne mentionne pas l'évêque coadjuteur. Mgr Tauran ne conteste néanmoins pas l'application du principe de bonne foi. Il importe avant tout de souligner que les nominations décidées par le Pape ne répondent qu'à des considérations pastorales.

#### CSCE

Mgr Tauran: il est trop tôt pour assister à des développements marquants à la suite de la Conférence de Paris. Un temps d'adaptation des législations est nécessaire. La Roumanie est soumise à de fortes pressions, ce qui est positif. Le problème des catholiques d'Ukraine a été soulevé par de nombreuses délégations. Le St-Siège



a réfléchi à invoquer les mécanismes de la CSCE. Mais il préfère les contacts bilatéraux, car les Catholiques à l'Est sont toujours des otages potentiels. A la CSCE, le St-Siège n'a jamais attaqué, il n'a fait que rappeler des principes.

Mgr Sodano a ensuite reçu SIN et M. de Dardel, en manifestant sa satisfaction envers l'établissement et la poursuite de tels contacts.



**SIN, begleitet von Botschafter Pometta benützte seinen Aufenthalt in Rom zu einem Gespräch mit dem Generaldirektor für politische Angelegenheiten im italienischen Aussenministerium, Enzo Perlot (P.).**

---

### Bilaterale Beziehungen

SIN betonte die Wichtigkeit für schweizerische Militärpiloten, - auch unter dem Gesichtspunkt eines wirksamen Neutralitätsschutzes - weiterhin die Möglichkeiten zu haben, Uebungen in Decimomannu (Sardinien) durchzuführen. Die Frage werde anlässlich des bevorstehenden Besuchs von Bundesrat Villiger bei seinem italienischen Kollegen in Rom aufgenommen werden. SIN unterstrich das ebenfalls grosse Interesse an der kulturellen Zusammenarbeit mit Italien im Rahmen der Consulta, die kürzlich unter dem neuen Vorsitz von Vizekanzler Casanova eine erfolgreiche Sitzung abgehalten hat. SIN gab auch der Befriedigung der schweizerischen Behörden Ausdruck über die Zusammenarbeit zwischen Experten der beiden Länder zur Bekämpfung der Einschleusung türkischer Asylbewerber mittels Schlepper. Er erkundigte sich, auf wann die von Aussenminister Andreotti anlässlich seines letztjährigen Schweizerbesuchs angekündigte Einführung von Visa für türkische Staatsangehörige erwartet werden können. P. bestätigte, dass die Umsetzung dieses Entscheids, der übrigens von den Türken sehr ungut aufgenommen worden sei, in Zusammenhang mit Italiens Beitritt zum Schengener Abkommen steht. Im Augenblick stosse der Abbau von Grenzkontrollen in Europa aber auf Probleme. Es sei insbesondere noch nicht geklärt, welche Verpflichtungen Italien bei einem Beitritt ("acquis de Schengen") eigentlich übernehmen müsse.

SIN wies auch auf die von Italien eingegangene Verpflichtung hin (Memorandum of understanding zwischen Bundesrat Ogi und Minister Mammi), bis Ende Mai 1989 dafür zu sorgen, dass die Störung südlicher schweizerischer Grenzzonen durch italienische Privatsender unterbleibt, und bat um Intervention des italienischen Aussenmi-



- 17 -

nisteriums, was versprochen wurde. Schliesslich erläuterte SIN seinem Gesprächspartner in Kürze die schweizerische Transitpolitik und sprach die Erwartung aus, dass das von Aussenminister Andreotti gezeigte Entgegenkommen, vorläufig auf die Einführung des "diritto fisso" für schweizerische Lastwagen zu verzichten, auch über den ursprünglich vorgesehenen Zeitpunkt hinaus gelten werde. Schliesslich informierte SIN seinen Gesprächspartner, dass schweizerischerseits davon ausgegangen werde, dass der geplante, aber nicht zustandgekommene Besuch der beiden letzten italienischen Regierungschefs Gorla und de Mita in der Schweiz sobald als möglich nachgeholt werde.

### Westeuropa

P., der italienische Vertreter im von der Europäischen Politischen Zusammenarbeit (EPZ) geschaffenen Ausschuss der Politischen Direktoren, informierte über den grossen personellen und zeitlichen Aufwand, welcher die EPZ für die EG Mitgliedstaaten bedeutet. Deshalb werde wohl mit der Zeit vom Prinzip der Troika der Aussenminister abgegangen und vermehrt auch auf tieferem Niveau gearbeitet werden. Denn insbesondere auch die politischen Erwartungen, die von Aussen an die EG gestellt werden, und die zahlreichen Informations- und Konsultationsbegehren (immer mehr auch von Oststaaten und nichteuropäischen Staaten) bedeuteten eine grosse Belastung. Die immer intensiver werdende Zusammenarbeit bewirkt nach P. neben den gemeinsamen Stellungnahmen zu spezifischen Fragen ganz allgemein und darüber hinaus eine starke Angleichung und Uebereinstimmung der Aussenpolitik der EG Mitgliedstaaten. Diese ginge so weit, dass beispielsweise in der NATO manchmal der Eindruck einer Vorabstimmung der EG-Staaten entstehe, was falsch sei. Nach P.'s Meinung sind engere Kontakte zwischen den für die EPZ Verantwortlichen und den ständigen Vertretern notwendig, um eine stärkere Kohärenz wirtschaftlicher und politischer EG-Positionen zu ermöglichen.



- 18 -

P. pflichtete der Meinung bei, dass zwar der Grossteil der EPZ-Beschlüsse auch für Neutrale unproblematisch wäre, dass aber eben ein kleiner, andersartiger Restbestand verbleibe.

Im übrigen bestünde in gewissen EG-Staaten gegenüber einem Beitritt von neutralen Staaten Vorbehalte, in der Sorge um die angestrebte zukünftige politische Union.

### Osteuropa

Italien ist nach den Aussagen von P. mit Bezug auf die osteuropäischen Staaten gegen eine Wirtschaftspolitik selektiver Art. Alle diese Staaten müssten sich wirtschaftlich reformieren und liberalisieren. Auch bei den Zurückhaltendsten sei dies nur eine Frage der Zeit. Eine Abstufung der wirtschaftlichen Massnahmen gestützt auf die politische Liberalisierung entspreche nicht den italienischen Vorstellungen. Italien setze sich dafür ein, dass selbst mit Ländern wie Rumänien ein Dialog geführt werde. Eine Isolierung führe zu nichts und widerspreche den Prinzipien der italienischen Aussenpolitik.



Kolloquium "EG 1992 und Auslandschweizer"

Am 9. - 10. Juni fand auf der Lenzburg ein von der NHG in Zusammenarbeit mit dem Auslandschweizersekretariat und dem Auslandschweizerdienst EDA organisiertes Kolloquium über aktuelle Probleme der Auslandschweizer infolge der Einführung der Freiheit des Personenverkehrs in der EG statt. An der Veranstaltung nahmen ca. 60 Personen (Schweizer aus den EG-Staaten, Parlamentarier, Journalisten usw.) teil.

Ziel der Veranstaltung war eine Standortbestimmung über die aktuelle Lage der Auslandschweizer in der EG und die Erarbeitung allfälliger Strategien zur Problemlösung. Grundsätzlich ging aus den Gesprächen hervor, dass die Situation noch nicht dramatisch ist. Die Entwicklung wirkt sich allerdings auf die EG-Schweizer in gewissen Bereichen wie der Niederlassungs- und Arbeitsbestimmungen, der Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen und dem Zugang zu Hochschulen durch die Verbesserungen der Bedingungen für EG-Ausländer bereits heute negativ aus. Auf dem Gebiet der Sozialversicherungen sowie bei Fragen des Grenzübertritts macht sich diese Tendenz der "passiven Diskriminierung" vorläufig nur punktuell bemerkbar. Was die allgemeinen Themen des "Europas der Bürger" anbelangt, so stand in Lenzburg vor allem die Einführung des Kommunalwahlrechts zur Diskussion, wobei die älteren Auslandschweizer offenbar auf ein Recht für dessen Ausübung verzichten wollen, sei es auch nur, um zu vermeiden, dass die Schweiz zur Gewährung des Gegenrechts gezwungen wird und damit unser Land unter politischen Einfluss von Ausländern geriete. Die jüngere Generation hingegen ist genau entgegengesetzter Meinung.

Die teils sehr weitläufigen Diskussionen ergaben, dass Schwierigkeiten vor allem für diejenigen Personen auftreten, welche in der 2. Generation im Ausland aufwachsen, sowie für diejenigen, welche beabsichtigen, in den EG-Raum zu ziehen. Als mittel- bis langfristige Massnahmen wurden, kurz zusammengefasst, vorgeschlagen: Ueberprüfung der Ausländerpolitik in der Schweiz, Abbau des extremen Föderalismus in der schweizerischen



Bildungspolitik, Verbesserungen in unserem Krankenkassensystem und der entsprechenden Information durch unsere Vertretungen im Ausland, Aufhebung der gegen das Doppelbürgertum gerichteten gesetzlichen Bestimmungen (Quelle der Grosszahl der geschilderten Schwierigkeiten) und Annäherung an die künftigen EG-Massnahmen zur Liberalisierung des Personenverkehrs an den Grenzen.

Ein Abschlussbericht wird den Vertretungen in den EG-Staaten im Verlaufe des Herbstes zugestellt werden.

K. JACOBI

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'K. Jacobi', written in a cursive style.







Referat für Politik

Abrufen für Telefax-Dienst

| Empfänger | Präsident | Fakultät | Textverb. | Bl. | Abteilung | Verf. Nr. |
|-----------|-----------|----------|-----------|-----|-----------|-----------|
|           |           |          |           |     |           | 2         |
| Empfänger | Präsident | Fakultät | Textverb. | Bl. | Abteilung | Verf. Nr. |

- en 1990 sur la libéralisation des achats et des travaux publics;
- commerce du poisson: avons réussi à maintenir notre régime tarifaire sur les importations de poissons d'eau douce, tout en acceptant de le revoir avant 1993;
- relations avec les pays tiers: pas de décision pour le moment, question doit être encore approfondie entre pays Membres.

Quant à la réunion avec Christophersen, elle n'a pas apporté d'éléments nouveaux.

## 2. Sprachregelung:

Rencontres régulières entre les Ministres des Affaires étrangères des quatre pays neutres européens

A l'occasion de son voyage en Finlande et en Suède en mai dernier, le Chef du Département, M. René Felber, a lancé l'idée de rencontres régulières entre les Ministres des Affaires étrangères des quatre pays neutres européens afin d'échanger des informations sur leurs politiques de neutralité respectives et d'explorer les perspectives de concertation mutuelle.

Cette proposition a été fort bien accueillie aussi bien en Finlande et en Suède qu'en Autriche, et une première rencontre est prévue à Berne avant la fin de l'année.

Il ne s'agit en aucun cas de former un bloc des neutres, ce qui en

19.6.89

30.41



Referenzen und Initialen

Adresse für Telex an Dritte

Codeurs

Priority

Priority

Texting

FI

Abender

Erweiter

3

Ja

Nein

Not

Erweit

Erweit

Erweiterung

Erweiterung

Erweiterung

Erweiterung

Erweiterung

Erweiterung

soi serait déjà une contradiction, mais au contraire de mieux servir les intérêts particuliers de chacun des neutres européens en instituant, au niveau ministériel, un mécanisme régulier d'échange d'informations et de concertation à l'exemple de celui qui existe depuis plusieurs années au niveau des Secrétaires d'Etat aux A.E., et qui se poursuivra à l'avenir comme complément aux réunions ministérielles prévues.

Le Chef du Département souhaite que ces rencontres revêtent un caractère informel et permettent de passer en revue les questions d'actualité ainsi que les domaines intéressant plus particulièrement les quatre neutres européens (opérations de maintien de la paix, actions en faveur de certains pays de l'Est).

### 3. Internationale Konferenz ueber die Indochinafluechtlinge in Genf vom 13./14. Juni 1989

An dieser Konferenz, an der eine schweizerische Delegation unter der Leitung von Bundesrat Felber teilgenommen hat, ging es vor allen darum, einen umfassenden Aktionsplan zur Bewaeltigung und Reduktion des Zustroms von Asylbewerbern aus Indochina zu verabschieden. Im Vordergrund steht die Einfuehrung eines eigentlichen Asylverfahrens in den Erstasyllaendern (ASEAN und Hongkong), die ordentliche Ausreise aus Vietnam und die freiwillige Rueckkehr von abgewiesenen Asylbewerbern in dieses Land. Ueber die allenfalls zwangsweise Rueckschaffung bestand an der Konferenz kein Konsens. Waehrend sie

19.6.89

30.41



Referenzen und Initialen

Adresse (nur Telex or Dritte)

Ordnung

Priorität

Format

Text lang

Bl.

Abstand

Seite-Nr.

Je

Nom.

Norm.

Dring.

Flach

4

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

von Staaten aus der Region und von Grossbritannien nicht ausgeschlossen wird, haben sich Vietnam selber sowie die Vereinigten Staaten und die Sowjetunion klar gegen diese Moeglichkeit ausgesprochen.

Eine weitere Aufgabe der Konferenz bestand darin, circa 50000 vor Einfuehrung eines Asylverfahrens eingetroffene Fluechtlinge - sogenannte "long stayers" - auf westliche Laender zu verteilen. Dieses Ziel ist erreicht worden. Die Schweiz uebernimmt gemass dem Vorschlag des Hochkomissars ein Kontingent von 300 Fluechtlingen. Diese Zahl erscheint bescheiden, wird sich aber erfahrungsgemass aufgrund von Familienzusammenfuehrungen noch erhoehen.

Die kontroversen Entscheide wie zum Beispiel Art und Zeitpunkt moeglicher zwangsweiser Repatriierungen werden im Steering committee (Folgeorgan) zu faellen sein. Die Schweiz ist dort Mitglied. Die erste technische Stitzung findet Ende Juni in Bangkok statt, eine erste Vollsitzung am 24./25. Juli ebenfalls dort.

4. Rencontre BRF avec MAE Vietnam (13 juin 1989 - dans cadre Conférence sur réfugiés indochinois à Genève)

Lors de son entretien avec MAE Vietnam Nguyen Co Thach (CT) BRF a abordé question réouverture prochaine notre Ambassade à Hanoi. CT a assuré soutien logistique son ministère dans cette affaire et s'est déclaré enchanté de notre intention. CT s'est félicité rôle interna-

19.6.89

30.41



Referenzen und Initialen

Adressat für Telegramm

|           |           |           |           |           |           |           |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Chiffre   | Prüfung   | Rechnung  | Text      | F         | Prüfung   | Prüfung   |
|           |           |           |           |           |           | 5         |
| JA        | KFF       | KFF       | Dir.      | Prüfung   |           |           |
| Empfänger | Empfänger | Empfänger | Empfänger | Empfänger | Empfänger | Empfänger |

tional de la Suisse et a demandé expressément soutien notre pays pour formation de cadres vietnamiens dans le domaine économique, bancaire notamment, pour faciliter à son pays passage de l'économie planifiée à l'économie de marché. Quant à requête CT concernant éventuel rôle de la Suisse dans processus de paix au Cambodge, BRF a précisé que se limiterait, cas échéant, à mise à disposition notre territoire.

#### 5. Chine / Droits de l'homme

Chef Division politique II (RUE) a convoqué vendredi après-midi Ambassadeur de Chine pour exprimer préoccupation autorités fédérales concernant condamnations à mort prononcées contre 3 ouvriers impliqués dans récentes manifestations à Shanghai et pressions qui seraient exercées par Ambassade de Chine contre étudiants chinois en Suisse (établissement d'une liste noire, contrôle des étudiants ayant participé aux manifestations en Suisse, menaces à l'égard de leur famille en Chine). RUE a exprimé le voeu que peines de mort soient commuées et que vie inculpés soit épargnée, en précisant que nous intervenions à titre humanitaire. Quant aux tentatives d'intimidation dont seraient l'objet étudiants chinois en Suisse, RUE a signalé l'illégalité de telles activités selon Code pénal suisse, en relevant toutefois qu'il s'agissait, à ce stade, en l'absence de preuves, d'une démarche préventive de notre part.

19.6.89

30.41



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telegramm-Dritte)

Stamm-      Empfänger-      Referenz-      Text-ang.      F. N.      Absender      Seite Nr.

6

Jan.      Monat      Norm.      Ding.      Freier

Empfängercode      Empfängerkategorie      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode

## 6. Besuch des Chefs der pol. Abt. I (SIN) in Vatikan

Botschafter Jenoe Staehelin (SIN), hat am 16. Juni politische Gespräche mit Vertretern des Heiligen Stuhls im Vatikan geführt und wurde von Erzbischof Sodano, dem fuer die Beziehungen zwischen Staat und Kirche zustandigen Praefekten des Staatssekretariats empfangen. Es handelte sich um die ersten politischen Konsultationen dieser Art. SIN erlaeuterte seinen Gespraechspartnern, weshalb der Bundesrat vorlaeufig nicht beabsichtige, eine Botschaft beim Heiligen Stuhl zu eroeffnen. SIN wies ebenfalls auf die Reaktionen hin, die die Ernennung von Weihbischof Haas als Koadjutor des Bistums Chur in gewissen Teilen der schweizerischen Oeffentlichkeit hervorgerufen hatte, und legte dar, mit welchen Ueberlegungen die Schwyzer Regierung den Bundesrat um Intervention bei den Behoerden des Heiligen Stuhls ersucht hatte. Er informierte seine Gespraechspartner ueber die Intervention des Praesidenten der Dioezesankonferenz des Bistums Basel, Regierungsrat Roetheli (SO), in gleicher Sache. Schliesslich fuehrte er einen Gedankenaustausch ueber die politische und kirchliche Situation in der UdSSR und den Oststaaten. Es wurde vereinbart, derartige Gespraechе in regelmaessigen Abstaenden durchzufuehren (vgl. detaillierter Bericht in informations hebdomadaires).

SIN benuetzte die Gelegenheit seines Besuchs in Rom zu einem Besuch beim Generaldirektor fuer Politische Angelegenheiten im italienischen Aussenministerium, Enzo Perlot. Jacobi

Datum 19.6.89

Tele. Nr. 30.41



i. A. 22.14.7.3.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 20.6.89

Interne Verteilerliste + dipl. Vertretungen  
CK 20. Juni 89 14

Betrifft: IH 25/89 + DP 20/89

|   |  |                  |
|---|--|------------------|
| Departementsvorsteher   |  | BRF              |
| Dipl. Sekretär  | Hr. Combernous   | CD               |
| pers. Mitarbeiterin   | Frau Hanselmann  | HMG              |
| Generalsekretariat  | Hr. Schaller   | SRU              |
| Politischer Direktor, Staatssekretär                          | Hr. Jacobi   | JAC              |
| Sekretariat Staatssekretär                                    | Hr. Kupfer   | KU               |
| Protokoll   | Botschafter Dayer                                      | DD               |
| Politisches Sekretariat                                       | Botschafter Ducrey                                     | DY               |
| Politischer Dokumentationsdienst,<br>Kanzlei pol. Sekretariat |  | W 338            |
| KSZE-Dienst   | Botschafter Schenk                                     | SBL              |
| Politische Sonderfragen                                       | Minister von Arx                                       | AX               |
| Finanz- und Wirtschaftsdienst                                 | Minister Lautenberg<br>Hr. Fivat                       | LA<br>FIV        |
| Pol. Abteilung I  | Botschafter Staehelin<br>Hr. Pedotti<br>Hr. Pardo      | SIN<br>PGF<br>PR |
| Dienst Frankophonie   | Hr. De Dardel  | DJ               |
| Europarat   | Hr. Richard  | RA               |
| Pol. Abteilung II   | Botschafter Ruegg<br>Frau Favre                        | RUE<br>FE        |
| Sektion f. kons. Schutz                                       | Hr. Robert   | RO               |
| Auslandschweizersekretariat                                   | Minister Fetscherin                                    | FN               |
| Koordinator Internationale<br>Flüchtlingspolitik              | Botschafter Weiersmüller                               | WER              |
| Fremde Interessen   | Hr. Ghisler  | GH               |
| Direktion f. int. Organisationen                              | Botschafter Keusch<br>Minister Erard<br>Minister Gyger | KJP<br>ER<br>GWB |
| Sektion Vereinte Nationen und<br>intern. Organisationen       | Hr. Hofer  | HER              |
| Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit                | Hr. Creola   | CRE              |
| Sektion intern. wissenschaftliche<br>Angelegenheiten          | Hr. Hofmann  | HOF              |



|  |   |                 |
|--|---|-----------------|
| Sektion für intern. Umweltangelegenheiten                        | Hr. Schmid  | SCW             |
| Sektion f. kulturelle und UNESCO-<br>Angelegenheiten             | Hr. Luciri  | LC              |
| Sekretariat der nationalen schweiz.<br>UNESCO-Kommission         | Hr. Theurillat  | TB              |
| Direktion für Völkerrecht  | Botschafter Krafft<br>Minister Stettler<br>Minister Godet | KT<br>STR<br>GT |
| Sektion Völkerrecht  | Hr. Spinner   | SPI             |
| Sektion Entschädigungsabkommen                                   | Hr. Bühler  | BC              |
| Sektion Staatsverträge   | Hr. Rubin   | RC              |
| Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht                           | Hr. Dubois  | DS              |
| Sektion Verkehr<br>Seeschiffahrtsamt Basel                       | Direktor Hulliger<br>Stellvertr. Direktor Haenggi         | HG              |
| DVA  | Botschafter Manz<br>Frau Krieg                            | MA<br>KRI       |
| Sicherheitsbeauftragter  | Hr. Iten  | IT              |
| Sektion Rekrutierung und Ausbildung des<br>Personals             | Hr. von Graffenried                                       | GRP             |
| Personalsektion  | Hr. Brogini/Hr. Reich                                     | BRO/RE          |
| Sektion Buchhaltung und Informatik                               | Hr. Savoye  | SAV             |
| D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten                              | Hr. Doswald   | DW              |
| Sektion Bezüge und Zulagen<br>Verwaltungsinspektorat             | Hr. Trinkler<br>Hr. Castelli                              | TK<br>CS        |
| Kuriersektion  | Hr. Schweizer   | SRJ             |
| Direktion für Entwicklungszusammenarbeit<br>und humanitäre Hilfe | Botschafter Staehelin                                     | SFR             |
| Stellvertr. Direktor   | Hr. Wilhelm   | WM              |
| Delegierter für Katastrophenhilfe<br>im Ausland                  | Hr. Rädersdorf  | RAE             |
| Vizedirektor   | Hr. Giovannini<br>Hr. Dannecker                           | GI/<br>DAN      |
| Informationsdienst   | Hr. Beti  | BEI             |
| Multilaterale Angelegenheiten                                    | Hr. Pasquier  | PA              |
| Sektion human. Nahrungsmittelhilfe                               | Frau Schelling R.   | SGR             |
| Forschung und Politik  | Hr. Melzer  | MEL             |
| Integrationsbüro EDA/EVD   | Botschafter Kellenberger                                  | Ke              |
| CH-91  | Botschafter Vallon  | VAL             |
| Zentralstelle Gute Dienste                                       | Hr. Bill  | BH              |

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern  
(durch Chauffeur zugestellt)



Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

|                       |                  |  |
|-----------------------|------------------|--|
| Abidjan               |                  | Panama   |
| Abu Dhabi             |                  | <u>Panmunjom</u>   |
| Addis Abeba           | Hamburg          | Paris (3)  |
| Akkra                 | Hanoi            | Prag   |
| Alger                 | Harare           | Pretoria   |
| Amman                 | Havanna          | Quito  |
| Amsterdam             | Helsinki         | Rabat  |
| Ankara                | Hong Kong        | Rio de Janeiro   |
| Antananarive          | Houston          | Rom  |
| <u>Asuncion</u>       | Islamabad        | San Francisco  |
| Athen                 | Istanbul         | San José   |
| Atlanta               | Jakarta          | Santiago de Chile  |
| Bagdad                | Johannesburg     | Sao Paulo  |
| Bangkok               | Kairo            | Singapur   |
| Barcelona             | Karachi          | Sofia  |
| Beijing               | <u>Khartoum</u>  | Stockholm  |
| <u>Beirut</u> NIKOSIA | Kigali           | Strassburg+Europarat                                       |
| Belgrad               | Kinshasa         | Stuttgart  |
| Berlin/BRD            | Kopenhagen       | Seoul  |
| Berlin/DDR            | Kuala Lumpur     | Sydney   |
| Bogota                | Kuwait           | Teheran + Fremde Interessen                                |
| Bombay                | Lagos            | Tel-Aviv   |
| Bonn                  | La Paz           | Tokio  |
| Bordeaux              | Lima             | Toronto  |
| Brasilia              | Lissabon         | Tripolis   |
| Brüssel+Mission       | London           | Tunis  |
| Budapest              | Los Angeles      | Vancouver  |
| Buenos Aires          | <u>Luanda</u>    | Warschau   |
| Bukarest              | Luxembourg       | Washington   |
| Canberra              | Lyon             | Wellington   |
| Caracas               | Madrid           | Wien   |
| Chicago               | Mailand          | Yaoundé  |
| Colombo               | Manchester       | Zagreb   |
| <u>Conakry</u>        | Manila           | Riad   |
| Dakar                 | <u>Maputo</u>    | + Mission permanente de la Suisse<br>auprès des O.I., Wien |
| Damaskus              | Marseille        |  |
| Dar es Salaam         | Melbourne        |  |
| Den Haag              | Mexiko           |  |
| Dhaka                 | Montreal         |  |
| Djeddah               | Monrovia         |  |
| Dublin                | Montevideo       |  |
| Düsseldorf            | Moskau           |  |
| Frankfurt a/Main      | München          |  |
| Genua                 | Nairobi          |  |
| Guatemala             | New Delhi        |  |
|                       | New York, UNO+GK |  |
|                       | Osaka            |  |
|                       | Oslo             |  |
|                       | Ottawa           |  |

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP